

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Droits-de-l-homme-et-dignite-pour-l-Argentine>

Droits de l'homme et dignité pour l'Argentine.

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -

Date de mise en ligne : lundi 13 décembre 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La célébration le 12 décembre 2010 du Jour International des Droits de l'homme a trouvé en la République d'Argentine un cadre de politiques d'État qui promeuvent les droits civils, économiques, sociaux et culturels. Avec des répresseurs condamnés ou sur le banc des accusés, mais dans tous les cas sur la base de procès justes, exemplaires et au plus près de la loi.

Des politiques d'État qui expriment la lutte contre la Dictature Militaire qu'ont incarnée les Mères et les Grand-mères de la Place de Mai, parmi d'autres organismes de Droits de l'homme, le mouvement ouvrier et des centaines de milliers de militants de tout le pays.

Aujourd'hui, depuis les hautes sphères de l'État, est prise la décision d'en finir avec l'impunité, pour que les criminels et les dictateurs ne meurent pas avec honneur, comme ce fut le cas dans d'autres pays de la région [et du monde]. De plus, pour qu'on puisse initier des politiques d'inclusion sociale.

C'est que la Justice et l'Équité sont deux termes de la même équation sociale. Les droits de l'homme ne sont pas restreints à la condamnation des crimes du Terrorisme de l'État.

Les droits de l'homme viennent réparer les conséquences socio-économiques provoquées par les plans économiques néolibéraux que la dictature a inaugurés avec Martínez de Hoz et qu'ont approfondis les gouvernements constitutionnels des années 90.

Sans une répression systématique, tant de chômage, tant d'endettement et tant de braderie n'aurait pas été possible. Pas plus la main mise de l'économie sur la politique ni celle des corporations sur la société civile et l'État lui-même.

C'est dans ce contexte que la présidente Cristina Fernández de Kirchner a dessiné le Plan National de Droits de l'homme, structuré autour de trois axes d'actions prioritaires : « Égalité et pas de discrimination », « Garanties de l'accès aux droits » et « Inclusion sociale ».

En ce sens, pour le processus politique qui se développe depuis 2003, les droits de l'homme ne sont pas qu'un simple souvenir, mais l'application d'un Plan National qui vise la validité totale des droits constitutifs de la citoyenneté, aussi élémentaires qu'indispensables, comme la santé, le logement, le travail et l'éducation.

Les présences du juge espagnol Baltasar Garzón, de l'ex-sénatrice colombienne la Piedad Cordoba et de certains des membres de la Commission Interaméricaine de Droits de l'homme qui sont venus dans le pays en 1979, donnent un témoignage de cette Argentine respectueuse à outrance des droits des femmes et des hommes.

Cependant, ce modèle de Nation est celui qui apparaît sans cesse mis en question par le pire du passé.

Les morts qui ont eu lieu ces derniers jours à Villa Soldati sont le produit de l'abandon des politiques sociales et de la xénophobie dans la ville de Buenos Aires, la plus riche du pays, dont le Chef de Gouvernement [autonome], Mauricio Macri, se délecte de ce qui devrait lui faire honte : sa politique d'exclusion et répressive.

Dans ce contexte, Cristina Fernández de Kirchner, a fêté trois ans d'une gestion qui a porté ses fruits. La nationalisation de Aerolineas Argentinas [Compagnie nationale d'aviation], la mobilité des avoirs du secteur passif, de l'attribution universelle par enfant, le retrait des griffes des AFJP [les caisses de retraites privées] des fonds de retraites, la loi des services de communication audiovisuelle, la loi du mariage égalitaire, le désendettement des organismes financiers internationaux à travers le paiement avec les réserves de la Banque Centrale, le Football pour Tous [non renouvellement des contrats de match de foot payants aux chaînes privées], entre autres initiatives, placent l'actuel gouvernement sur le devant de la scène en tant que projet politique national et populaire.

De toute façon, il est bon d'avoir à l'esprit que les droits de l'homme ne sont pas conquis une fois pour toutes et à jamais. Au contraire, c'est une construction quotidienne qui requiert la conjonction quotidienne des politiques souveraines et d'une participation citoyenne.

Les droits de l'homme s'atteignent seulement là où des femmes et des hommes se réalisent. Peut-être semble -t-il opportun de rappeler quelque chose que le général Juan Perón a dit dans le *Modèle Argentin pour le Projet National* : « La communauté à laquelle nous aspirons est celle où la liberté, la justice et la responsabilité sont le fondement d'une joie d'exister, basée sur la certitude de la dignité propre ».

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi

* Président du Conseil Mondial des Agences télégraphiques et le vice-président de *Télam*.

[Télam](#) . Buenos Aires, le 13 décembre 2010.